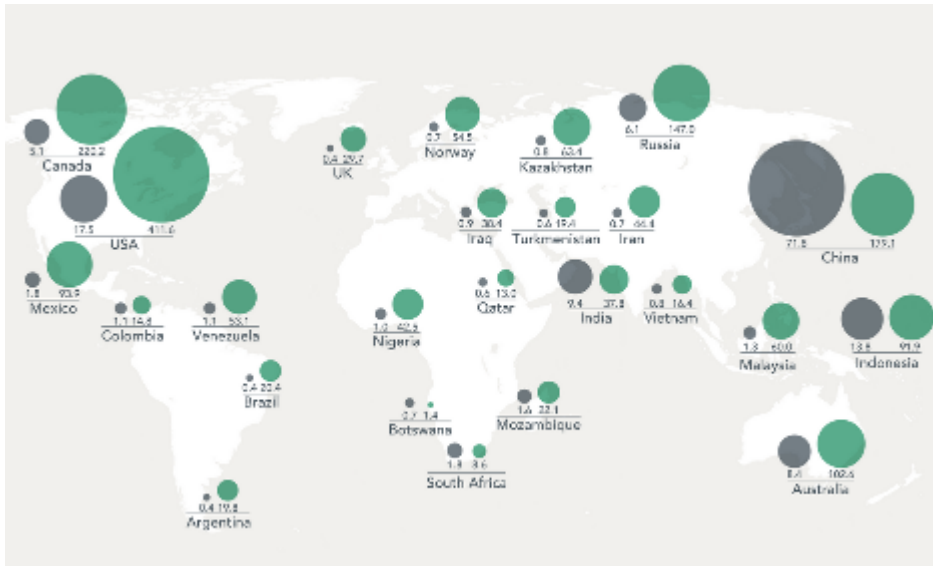


Source : <http://www.sortirdupetrole.com/la-problematique-energie-climat/461-petrole-charbon-gaz-plus-de-2000-milliards-d-investissements-deviennent-inutiles>
Téléchargement 29 12 2015

Pétrole, charbon, gaz: plus de 2000 milliards d'investissements deviennent "inutiles"

Publié le mardi 29 décembre 2015 07:35



En vert, les investissements dans les énergies fossiles devenant mécaniquement "inutiles" sur la période 2015-2025, dans le cadre d'une limitation du réchauffement global à +2°C. En noir, les émissions de CO2 évitées à l'horizon 2035. Doc CT

Finance. Le think tank britannique Carbon Tracker a établi un rapport sur les investissements devenant mécaniquement "inutiles" pour les énergies fossiles, quand on prend en compte dans leur business plans la nécessité de limiter le réchauffement global à +2°C depuis l'époque préindustrielle. Au hit parade 2015-2025 de ces actifs risqués baptisés "stranded assets" –sorte de "subprimes" du futur- le Mexicain Pemex, le Néerlandais Shell et l'Américain ExxonMobil, arrivent aux trois premières places, avec respectivement 77, 76,9 et 72,9 milliards de dollars d'investissements incompatibles avec la cible de +2°C. Le Français Total pointe à la 12ème position avec plus de 30 milliards de dollars de "stranded assets".

L'objectif officiel et maintenant universel de limiter le réchauffement global bien en dessous de +2°C depuis l'époque préindustrielle pour conserver une planète viable, est en très forte contradiction avec les actuelles stratégies des activités pétrolières, charbonnières et gazières, [à l'origine de ce problème de réchauffement](#) à cause des émissions de CO2... Et cela pose entre autre [un problème pour les actionnaires](#) et leurs portefeuilles d'actifs: c'est ce que confirme un nouveau rapport de l'organisme expert britannique [Carbon Tracker](#), composé de spécialistes de la finance et de la problématique énergie - climat. Intitulé de l'étude: ["Zone de danger des 2000 milliards de dollars de "stranded assets": comment les firmes de combustibles fossiles risquent détruire les retours sur investissement"](#).

Des dizaines de milliards de "stranded assets" chez chaque géant du pétrole

Actifs "bloqués" et perdant leur valeur du fait de la nécessité de laisser sous terre la plupart des combustibles fossiles si l'on veut contenir le réchauffement à +2°C, les "stranded assets" sont un peu les "subprimes" du futur, mais en plus massifs. Analyste chez Kepler Cheuvreux, Mark C. Lewis a déjà quantifié le risque qu'ils représentent en comparant prix et volumes des carburants fossiles dans un monde où l'on viserait la limite de + 2°C et dans un monde où l'on poursuivrait la tendance actuelle. Le résultat est selon lui de [28 000 milliards de dollars pour les 20 ans qui viennent: les deux tiers pour les pétroliers, 1/6 pour les gaziers, 1/6 pour les charbonniers...](#)

Pour leur rapport, les experts de Carbon Tracker se réfèrent, eux, aux dépenses d'investissement, ce que l'on appelle le capex, capital expenditure. Ils arrivent à la conclusion que, pour la seule prochaine décennie 2015-2025, [environ 2200 milliards de dollars d'investissements visant à accroître la capacité des énergies fossiles \(dont plus de 1900 milliards pour de nouveaux projets\) doivent être annulés si l'on veut éviter l'émission de 156 milliards de tonnes de CO2 à l'horizon 2035](#), ce qui permettrait selon eux d'être dans la trajectoire de +2°C. (1).

Dans le hit parade de ces investissements devenant donc mécaniquement "inutiles", [les Etats-Unis arrivent en tête avec 412 milliards de dollars, devant le Canada 220 milliards, la Chine 179 milliards, la Russie 147 milliards, l'Australie 103 milliards...](#) Au niveau des groupes pétroliers, Carbon Trackers a établi un [TOP 20 des détenteurs de "stranded assets"](#). C'est le Mexicain Pemex qui en possède le plus dans ses investissements (77 milliards de dollars). Pemex devance Shell (76,9 milliards), ExxonMObil (72,9 milliards), Rosneft (53,3 milliards), BP (45,5 milliards), Chevron (44,8 milliards), NIOC (Iran, 44,2 milliards), PetroChina (42,8 milliards), Gazprom (38,8 milliards), Petronas (38,3 milliards), Eni (37,4 milliards), Total (30,1 milliards), CNRL (25,6 milliards), Suncor Energy (23 milliards), PDVSA (Venezuela, 22,4 milliards), Inpex (21,8 milliards), ConocoPhillips (21,5 milliards), Pertamina (20 milliards), Devon Energy (18,2 milliards), Statoil (17,8 milliards).

Carbon trackers estime que, pour les majors du secteur, alias Big Oil, ces montants sont équivalents à 20-25% de leur potentiel total de capex pour le pétrole et le gaz d'ici 2025. ["Notre rapport offre à ces entreprises autant un avertissement qu'une stratégie pour éviter une destruction de valeur significative"](#), commente Anthony Hopley, directeur général de Carbon Tracker.

Parmi les plus gros risques: les huiles de schiste aux Etats-Unis, les sables bitumineux au Canada, le pétrole de l'Arctique...

Selon le rapport de Carbon Tracker, les capex inutiles [concernent pour les deux tiers le pétrole tandis que le CO2 évité quand on les supprime revient pour les trois quarts au charbon](#). Ce qui veut dire que se séparer du charbon a ici bien moins d'impact financier tout en donnant bien plus de résultats. Carbon Tracker estime que pour un monde à +2°C, la demande en charbon peut être satisfaite avec les mines actuelles et qu'aucune nouvelle structure n'est nécessaire. En conséquence, environ [219 milliards d'investissements](#) sont, selon le think tank britannique, "inutiles". La Chine, les Etats-Unis,

l'Australie, l'Inde et l'Indonésie sont les pays les plus concernés, totalisant 90% de ces investissements. Le rapport estime également que les gros exportateurs comme l'Australie et l'Indonésie sont menacés par le déclin structurel à venir du charbon en Chine et par le désir d'auto-suffisance énergétique de l'Inde.

Cependant, se séparer du charbon n'est pas suffisant pour atteindre l'objectif +2°C. [“Dans le Scénario 450 de l'IEA, la demande en pétrole connaît un pic vers 2020. Cela veut dire que le secteur pétrolier n'a pas besoin de continuer à croître”](#), ajoute le rapport. Bilan: [1300 milliards d'investissements dans de nouveaux projets et 124 autres milliards dans des projets déjà existants n'ont mécaniquement plus d'utilité](#). Au total, Carbon Tracker estime que [43% des investissements dans les nouveaux projets pétroliers doivent être évités pour que l'humanité puisse se placer dans une trajectoire d'un monde à +2°C](#). Pays les plus exposés à ce risque financier: les Etats-Unis, le Canada, la Russie, le Mexique et le Kazakhstan.

Toujours selon le rapport, [les plus gros risques sont associés aux huiles de schiste aux Etats-Unis, aux sables bitumineux au Canada, au pétrole de la Russie](#). Les investissements dans ces trois pays (et en Norvège) s'avèrent de surcroît risqués en ce qui concerne le pétrole de l'Arctique, [lui aussi classé pour bonne partie “inutile”](#). Autre projets se trouvant “dans la zone de danger” définie par Carbon Tracker: les pétroles en eaux profondes aux Etats-Unis et au Mexique, ainsi que le pétrole lourd du Venezuela. En revanche, les experts britanniques notent que [le pétrole conventionnel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole \(OPEP\), du fait de son faible coût d'extraction, est peu exposé](#).

LIRE LA SUITE SUR LE BLOG DrPétrole&MrCarbone

(1) Et encore, pour parvenir à ce résultat, Carbon Tracker prend pour référence les budgets carbone imposés par le “scénario 450” de l'Agence internationale de l'énergie, scénario qui donne une chance sur deux de parvenir au but des +2°C. Une telle probabilité paraît désormais bien en deça de l'objectif officiellement déclaré par l'Accord de Paris établi lors de la COP21 : contenir “l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels”.